

# POURQUOI JE SUIS CANDIDAT

ELECTRICES, ELECTEURS,

Il y a six ans jour pour jour, en novembre 1952, dans une compétition ardente que je menais seul, avec la foi de ma jeunesse contre les féodalités de l'époque.

**Je dénonçais :**

- la trahison des Partis Politiques, de leurs chefs et de leurs hommes ;
- l'impuissance d'un « système » moribond qu'ils entretenaient pour leur seul profit et pour le malheur du Pays ;
- la corruption des mœurs politiques et des usages parlementaires.

Malgré les calomnies et les attaques perfides que ne me ménagèrent pas les gens du système, **près de 4.000 d'entre vous m'encouragèrent dans cette voie.**

Ce résultat étonna mes adversaires qui jurèrent alors de m'éloigner définitivement de la scène politique de ce département.

Il y a 3 ans avec mon ami FABRE de Figeac nous reprenions la lutte :

**12.000 voix se portèrent sur nos deux noms** et dans tout le Pays, animé par le même Mouvement, les hommes du Système sentirent grossir la colère du Peuple de France.

Ils refusèrent d'en tenir compte... **et ce fut le 13 mai 1958.**

Un vent de panique soufflait sur les Politiciens et dans les jours qui suivirent on en vit certains franchir la frontière... emportant sinon la terre de leur pays, du moins les lingots de leurs coffres-forts.

## TOUT POUVAIT CHANGER

Avec l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, le pays reprenait confiance. Mais comme on voit les rats regagner prudemment leurs nids après l'inondation, on vit, un à un, d'abord hésitants et rampants, revenir les hommes du Système. Et le Général, s'il leur fit sentir son mépris, accepta leur retour, comptant dans le résultat des Elections pour l'en débarrasser définitivement. Il n'en fallait pas davantage pour qu'oubliés du proche passé ils se croient tout permis. Et l'on vit ceux-là même qui un mois plus tôt voulaient mettre le Général en résidence surveillée, lui offrir d'être ses humbles et serviles exécutants, espérant peut-être qu'un demi-marocain récompenserait leur ralliement et leur reniement (n'est-ce pas Maurice FAURE ?) et l'on vit les hommes de la IV<sup>e</sup> République qui s'étaient si bien engraisés à ses dépens venir tour à tour cracher sur son cadavre exangue et le renier. Pas plus qu'ils n'avaient eu le courage de la défendre, ils n'eurent la pudeur de se taire.

## ET MAINTENANT LES REVOILA !

De Bessac à Maurice Faure, la veste retournée, accourus à la soupe, l'appétit aiguisé par la chair fraîche de cette jeune Cinquième.

**Il est scandaleux** de voir encore sur les rangs Maurice FAURE, qui, Ministre de l'Intérieur au lendemain du 13 mai, se rendit célèbre en prononçant contre nos soldats d'Algérie ces paroles criminelles : « Nous les affamerons. Ils n'auront plus de vivres, plus de munitions, plus de médicaments. Il faudra bien qu'ils capitulent ».

**Il est scandaleux** d'y revoir BESSAC qui, de l'avis unanime, fut le plus médiocre député que ce département ait jamais eu, abdiquant tous les devoirs de sa charge pour se consacrer à des Entreprises de Travaux Publics moralement incompatibles avec son mandat — BESSAC — dont la IV<sup>e</sup> République, toujours complaisante à ses complices, a pu tolérer qu'il perçut pendant 10 ans l'indemnité de parlementaire alors qu'il négligeait d'en accomplir les fonctions.

## NOUS NE POUVIONS TOLERER LEUR RETOUR

Face aux deux députés de la IV<sup>e</sup> et aux deux Candidats marxistes, c'eut été de ma part lâcheté de m'abstenir.

Cependant en raison de mes obligations familiales et professionnelles, j'aurais préféré apporter mon appui à tout homme nouveau qui serait venu mettre un peu d'air pur dans la vie politique de notre département. Hélas, tous les « possibles » ont reculé devant les risques de l'entreprise.

C'est pourquoi, FIDELÉ A MES ENGAGEMENTS, A MES AMIS ET A MES ELECTEURS, je suis à nouveau candidat.

Vous me connaissez et vous connaissez mon programme. Je n'ai pas changé et il n'a pas changé. Avec la même conviction et le même idéal qui m'animait en 1952 et en 1956 je reste plus que jamais décidé à lutter contre le retour au pouvoir des requins de la Politique et pour la défense de vos Intérêts et celle de vos Libertés.

Entre les deux candidats Marxistes et les deux députés de la Quatrième, vous ne pouvez pas hésiter. Vous me ferez confiance.



## René SECOND

Avocat à la Cour

Propriétaire à Sauliac-sur-Célé

REMPLAÇANT EVENTUEL

Jean DELMAS,

Vice-Président de l'Union de Défense  
de la Jeunesse de France

Président du Comité pour l'Inéligibilité  
des Parlementaires de la Quatrième République

**PAYSAN D'UNION SOCIALE  
POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS  
ET UNE RÉPUBLIQUE NOUVELLE**



# PROJET DE LOI

Sur

la réorganisation des services de l'Etat

Le Gouvernement a l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale le projet de loi ci-joint, relatif à la réorganisation des services de l'Etat.

Ce projet de loi a été élaboré par le Comité interministériel de la réorganisation des services de l'Etat, présidé par le Premier ministre, et par le Comité de la réorganisation des services de l'Etat, présidé par le ministre de l'Intérieur.

Le projet de loi est divisé en quatre titres, comprenant ensemble 100 articles.

Le premier titre, relatif à la réorganisation des services de l'Etat, comprend 40 articles.

Le deuxième titre, relatif à la réorganisation des services de l'Etat, comprend 20 articles.

Le troisième titre, relatif à la réorganisation des services de l'Etat, comprend 20 articles.

Le quatrième titre, relatif à la réorganisation des services de l'Etat, comprend 20 articles.

Le projet de loi est divisé en quatre titres, comprenant ensemble 100 articles.

Le premier titre, relatif à la réorganisation des services de l'Etat, comprend 40 articles.

Le deuxième titre, relatif à la réorganisation des services de l'Etat, comprend 20 articles.

Le troisième titre, relatif à la réorganisation des services de l'Etat, comprend 20 articles.

Le quatrième titre, relatif à la réorganisation des services de l'Etat, comprend 20 articles.

Le projet de loi est divisé en quatre titres, comprenant ensemble 100 articles.

Le premier titre, relatif à la réorganisation des services de l'Etat, comprend 40 articles.

Le deuxième titre, relatif à la réorganisation des services de l'Etat, comprend 20 articles.

Le projet de loi est divisé en quatre titres, comprenant ensemble 100 articles.

Le premier titre, relatif à la réorganisation des services de l'Etat, comprend 40 articles.

Le deuxième titre, relatif à la réorganisation des services de l'Etat, comprend 20 articles.

Le troisième titre, relatif à la réorganisation des services de l'Etat, comprend 20 articles.

Le quatrième titre, relatif à la réorganisation des services de l'Etat, comprend 20 articles.

Le projet de loi est divisé en quatre titres, comprenant ensemble 100 articles.

Le premier titre, relatif à la réorganisation des services de l'Etat, comprend 40 articles.

